

METHODOLOGIE
PLAN D'ACTION DE RELOCALISATION

RUE LOUVERTURE

DELMAS-32

SOMMAIRE

- 1)- Introduction : Description du projet
- 2)- Cadre légal institutionnel
- 3)- Organisation/Rôles
- 4)- Ligne de base : Profil socio-économique des riverains
- 5)- Impacts causés par le projet
- 6)- Consultation publique
- 7)- Compensation
- 8)- Recasement
- 9)- Analyse des données (matrice de droits)
- 10)- Mécanisme de résolution de conflits
- 11)- Suivi et Évaluation
- 12)- Chronogramme et Budget

01- INTRODUCTION

Le projet de réhabilitation de la rue Louverture à Delmas 32 fait partie de l'ensemble des actions à entreprendre dans le cadre du Programme de réhabilitation de voiries urbaine entrepris par l'État haïtien, par l'entremise du Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement (BMPAD) (entité gouvernementale haïtienne autonome qui fonctionne sous la tutelle du Ministère de l'Économie et des Finances), après les secousses sismiques du 12 janvier 2010.

Les habitants de la communauté du quartier de Delmas 32, les groupes de la société civile et les élus locaux, suite au séisme du 12 janvier 2010 dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, ont exprimé leurs besoins en termes de services communautaires et d'équipements de proximité nécessaires pour rehausser leur condition de vie sociale. Ces besoins exprimés à travers la tenue d'ateliers communautaires de planification participative lors de la préparation du *Plan d'Aménagement et de restructuration de la zone urbaine de Delmas 32* ont permis d'identifier les voiries comme étant une des actions à entreprendre pour améliorer les conditions de vie des habitants du quartiers

Tenant compte des documents élaborés par SODADE, le sous projet proposé sera de **type A** (7 mètres d'emprise), soit une voie d'accès principal à double sens. Ainsi l'élargissement de la rue Louverture entrainera inévitablement des cas de déplacement involontaire. C'est dans ce contexte que le plan d'action de recasement s'avère inévitable et la firme ESC a été recrutée à cette fin.

Ce document à préparer respectera les directives de la Banque Mondiale en la matière. Il met également en évidence le cadre juridique, les législations haïtiennes qui réglementent les mesures à prendre quand il s'agit de procéder à des réinstallations incontournables.

02- CADRE LEGAL INSTITUTIONNEL

Ce chapitre met surtout en évidence les Procédures Opérationnelles de la Banque Mondiale et les Lois haïtiennes qui traitent des expropriations.

A côté des procédures nationales prévues en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, l'OP 4.12 de la BM prévoit certains principes applicables en matière de recasement. C'est ainsi que la politique opérationnelle OP 4.12 "Réinstallation Involontaire des Populations" (décembre 2001) est suivie lorsqu'un projet financé par la Banque Mondiale est susceptible d'entraîner une réinstallation involontaire, des impacts sur les moyens d'existence, sur l'acquisition de terre ou des restrictions d'accès à des ressources naturelles.

En termes d'éligibilité pour bénéficier de la réinstallation, la politique OP 4.12 distingue trois catégories parmi les Personnes Affectées par le Projet (PAP):

- a) Les détenteurs d'un droit formel sur les terres (y compris les droits coutumiers et traditionnels reconnus par la législation nationale : titre foncier, affectation par le conseil rural, permis d'occuper, bail, bail emphytéotique...);
- b) Celles qui n'ont pas de droit formel sur les terres au moment où le recensement commence,
- c) Celles qui n'ont, ni droit formel, ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent.

La politique de la Banque mentionne que la préférence doit toujours être donnée, pour les personnes dont la subsistance est basée sur la terre, au remplacement de la terre perdue par des terrains équivalents, plutôt qu'à une compensation monétaire.

Les personnes relevant des alinéas a) et b) ci-dessus reçoivent une compensation pour les terres qu'elles perdent. Les personnes relevant de l'alinéa c) reçoivent une aide à la réinstallation en lieu et place de la compensation pour les terres qu'elles occupent, et toute autre aide permettant d'atteindre les objectifs énoncés dans la présente politique, à la condition qu'elles aient occupé les terres dans la zone du projet avant une date limite fixée par l'Emprunteur et acceptable par la Banque. Les personnes occupant ces zones après la date limite n'ont droit à aucune compensation ni autre forme d'aide à la réinstallation.

Les occupants qui relèvent de la catégorie **C** sont reconnus par la politique OP 4.12 comme éligibles, non à une indemnisation pour les terres qu'ils occupent, mais à une assistance pour la réinstallation.

Selon la politique OP 4.12, le plan de réinstallation ou le cadre de politique de réinstallation doivent comprendre des mesures permettant de s'assurer que les personnes déplacées ont été informées sur les différentes possibilités et sur leurs droits à la réinstallation, qu'elles ont été effectivement consultées sur des options de réinstallation techniquement et économiquement réalisables et qu'elles peuvent choisir entre ces options, qu'elles bénéficient d'une indemnisation rapide et effective au coût de remplacement intégral, pour les biens perdus du fait du projet. Si un déplacement physique de population doit avoir lieu en raison de la mise en place d'un projet, le plan de réinstallation ou le cadre de politique de réinstallation doit nécessairement comprendre les mesures suivantes :

- *S'assurer que les personnes déplacées reçoivent une assistance (telle que des indemnités de déplacement) au cours du déplacement,*
- *S'assurer qu'elles puissent bénéficier de maisons d'habitation, ou de terrains à usage d'habitation, ou de terrains agricoles, pour lesquels le potentiel de production et les avantages sont au moins équivalents aux avantages du site de départ.*

Lorsque ceci est nécessaire pour atteindre les objectifs de la politique, le plan de réinstallation ou le cadre de politique de réinstallation doivent également comprendre des mesures pour s'assurer que les personnes déplacées bénéficient d'une part, d'un soutien après le déplacement, durant une période de transition, sur la base d'une estimation du temps nécessaire à la restauration de leur niveau de vie et d'autre part, d'une assistance en matière de développement, en plus de l'indemnisation, telle que la préparation des terrains, le crédit, la formation ou des opportunités d'emploi.

Le programme doit veiller à informer, consulter et donner l'opportunité à ce que les Personnes Affectées par un Projet (PAP) participent à toutes les étapes du processus – de la planification, la mise en œuvre, au suivi- évaluation-.

2.2- Législation haïtienne applicable en matière de réinstallation de population en Haïti

(cf Cadre de Politique de Réinstallation)

Le cadre politique, juridique et institutionnel applicable à cette réinstallation renvoie aux politiques, procédures, règles qui impliquent plusieurs acteurs, secteurs et structures au niveau national et aux directives de la Banque Mondiale.

Textes législatifs haïtiens applicables en matière de réinstallation de populations en Haïti

Le **Décret du 22 septembre 1964** (*Moniteur* du jeudi 24 septembre 1964) divise en ses Articles 1 et 2, le Domaine National en Domaine Public et Domaine Privé de l'Etat. Le Domaine Public est inaliénable et imprescriptible. Il consiste dans toutes les choses qui, sans appartenir à personne, sont, par une jouissance en commun, affectées au Service de la Société en général. La manière de jouir du Domaine Privé est soumise à des lois spéciales et aux règlements particuliers de police. Les changements de Résumé des informations contenues dans le présent Cadre de Politique de Réinstallation destination susceptibles de transformer des parties du Domaine Public doivent être autorisés par une loi. L'expropriation pour cause d'utilité publique peut avoir lieu moyennant le paiement ou la consignation ordonnée par justice aux ordres de qui de droit, d'une juste et préalable indemnité fixée à dire d'expert.

La Constitution qui est la loi fondamentale de la République d'Haïti garantit le droit de propriété, auquel ne peut être porté atteinte que dans le cas de nécessité publique légalement contrôlée et justifiée, sous réserve d'une indemnité équitable.

Selon la Constitution du 10 Mars 1987, An 184ème de l'Indépendance. (SECTION H : DE LA PROPRIÉTÉ), la propriété privée est reconnue et garantie. La loi en détermine les modalités d'acquisition, de jouissance ainsi que les limites. Le droit de propriété ne s'étend pas au littoral, aux sources, rivières, cours d'eau, mines et carrières. Ils font partie du domaine public de l'Etat.

2.3 Les points de convergence et de divergence

L'analyse comparative montre que sur certains points, il y a une convergence entre la législation haïtienne et l'OP.4.12 de la BM.

Les points de convergence sont les suivants :

- ✓ Eligibilité à une compensation;
- ✓ Date limite d'éligibilité;
- ✓ Type de paiement.
- ✓

Les points où il y a des divergences les plus importantes sont les suivants :

- Participation des populations;
- Occupation irrégulière;
- Assistance particulière aux groupes vulnérables;
- Déménagement des PAP;
- Coûts de réinstallation;
- Réhabilitation économique;
- Manière de résoudre les litiges;
- Suivi et évaluation.

Dans le principe, en cas de différence entre la législation nationale et l'OP.4.12, c'est le standard supérieur qui l'emporte parce que de cette manière le standard le moins inclusif sera nécessairement aussi appliqué.

03- ORGANISATION ET ROLES

La réalisation du projet de construction de la Rue Louverture sous entend la participation de plusieurs entités nationales et supranationale qui interviendront dans les différentes étapes du processus. Ces Entités sont :

- **Le BMPAD**, Maître d'ouvrage qui représente l'Etat haïtien et assure la gestion du projet,
- **Le MTPTC**, Institution étatique chargée des travaux publics, il se chargera de la démolition des maisons impactées, de la certification des travaux réalisés et de la formation des maçons,
- **La Municipalité de Delmas**, Maître d'œuvre, elle accompagne la PADF dans les opérations de relocalisation,

- **La PADF**, Maitre d'Ouvrage délégué pour le projet PRODEPUR-FA à Delmas 32, elle assure la mise en œuvre du Plan d'Action de Réinstallation (PAR).

Le rôle de la PADF consiste principalement à :

- Faciliter l'appropriation du projet par la communauté ;
- Assurer la relocalisation des familles affectées
- Garantir le plein respect des normes et exigences de l'Etat haïtien et du Bailleur de Fonds.

- **La Banque Mondiale**, le Bailleur de Fonds qui surveille, au côté de l'Etat Haïtien, à l'application et au respect du PAR.

- **L'EDH** pour le déplacement des poteaux électriques en bois se trouvant le long de la rue

04- LIGNE DE BASE : Profil socio-économique des riverains

Les riverains de la zone de Delmas-32 sont généralement des personnes qui appartiennent aux couches sociales défavorisées. On trouve dans cette zone plusieurs petites entreprises familiales. Cependant, le taux de chômage est très élevé, la majorité des riverains vivent d'activités informelles ou de transferts d'argent provenant de parents de la diaspora. Les propriétaires de maison le plus souvent n'habitent pas dans la zone.

Les maisons ont été construites de manière anarchique sans respecter les normes de bonne construction et sans se soucier de l'espace minimal à laisser pour l'aménagement d'une chaussée règlementaire. Cette situation rend difficile aujourd'hui la mobilité des riverains ainsi que la fourniture de certains services publics nécessaires à la population comme : l'eau et l'électricité.

05- IMPACTS CAUSES PAR LE PROJET

La Rue Louverture se trouve dans le quartier de Delmas-32/ Commune de Delmas. Cette zone s'est urbanisée de manière anarchique après le renversement du régime des Duvalier en 1987 avec le squat de la plupart des terrains qui appartenaient initialement dans le temps au domaine public de l'État. La population, comme il a été déjà mentionné, est composée présentement de gens des classes défavorisées à faibles revenus, de petits entrepreneurs et majoritairement de chômeurs. Delmas-32 a toutefois l'avantage de se trouver dans le voisinage immédiat de la

Route Principale de Delmas où l'on dénombre de nombreuses activités économiques d'importance, des institutions scolaires, des écoles professionnelles des hôpitaux et également des parcs industriels.

5.1- Nature des impacts

Lorsqu'on considère les largeurs d'emprise de rue disponibles actuellement et la section en travers type envisagée pour les aménagements projetés, les travaux qui seront réalisés dans le cadre de la construction de la chaussée de la rue Louverture produiront inévitablement des nuisances aux riverains comme on peut le remarquer facilement sur le plan des expropriations du Dossier des plans des Études. Les impacts sur la population qui sont de nature directe ou indirecte peuvent être regroupés en :

- *Impacts sur les propriétés,*
- *Impacts sur les activités économiques,*
- *Impacts sur le fonctionnement quotidien des personnes,*

L'inventaire de ces différents impacts a été possible suite à l'établissement des plans d'exécution définitifs pour les travaux et au recensement orienté réalisé dans la zone du projet. Le Formulaire préparé pour le recensement est présenté dans les annexes.

Impacts sur les propriétés

Les impacts sur la propriété fait état : des terrains, des parties de maison et de mur de clôture qui se trouvent à l'intérieur de l'emprise déterminée pour la construction de la chaussée et des ouvrages connexes.

Les terrains dans l'aire du projet ont pu être tous répertoriés et quantifiés. Cependant, l'impossibilité parfois de rencontrer les propriétaires n'a pas permis de vérifier que ces derniers détenaient des pièces authentiques pouvant justifier leur droit de propriétaire. Le travail du Bureau s'est donc limité, dans ce cas, à déterminer de manière précise uniquement les quantités de terrain à réquisitionner. Les montants à allouer aux expropriations de terrains ont été proposés par le Service des Expropriations du Ministère des travaux Publics (Référence, Tableau : *Estimation des Coûts et Compensations*)

Impacts sur les activités économiques

Ces impacts, fondamentalement, concernent les difficultés d'accessibilité que générera le déroulement des travaux. Il ne fait pas de doute que certaines activités commerciales peuvent être contraintes à la fermeture ou au déplacement en cas de démolition du local qui les héberge. Cette situation n'est pas considérée en particulier. Les montants envisagés pour les activités commerciales affectées sont calculés en fonction de leur chiffre d'affaire supposé par simple constat et suivant que ce chiffre soit supérieur ou non à un million (1, 000,000.00 G) de gourdes. (Référence, Tableau : *Estimation des Coûts et Compensations*)

- Impacts sur le fonctionnement quotidien des personnes

Les responsables de ménage qui seront contraints de laisser le quartier à cause de la démolition totale ou partielle de la maison qui les abritait seront affectés dans leur fonctionnement quotidien. Il leur faudra donc nécessairement une réinstallation temporaire voire même définitive suivant l'étendue de la démolition. Généralement, le Bureau comprend le recasement à chaque fois que la partie non atteinte de la maison ne peut pas héberger des personnes avec un taux d'occupation de 10m²/personne. Toutefois pour tenir compte de l'expertise fiable qui n'a pu être faite, faute de ne pas pouvoir pénétrer dans les logements, pour indiquer si les usagers pourraient toujours rester dans la maison au moment des travaux de réparation, une indemnisation systématique est considérée pour tous les locataires de maison touché à plus du tiers de leur surface au sol. Les compensations comprennent :

5.2- Tableau récapitulatif des impacts

Le Tableau Récapitulatif des Impacts générés par les travaux de réhabilitation de la Rue Louverture est présenté ci-dessous. Pour de plus amples détails, veuillez donc consulter les plans et croquis des maisons impactées se trouvant dans le document de l'évaluation des maisons impactées soumis par la firme.

Tableau récapitulatif des impacts

No.	Description	Unité	Quantité
01	Maisons affectées	u	48*
02	Activité commerciale affectées	u	18
03	Nombre de Personnes affectées	P	272
04	Propriétaires à indemniser	p	48
05	Locataire à indemniser	p	17

** 45 maisons sont réellement impactées et 3 le sont seulement au niveau des murs de clôture.*

5.3- Les Mesures de mitigation envisagées

Un certain nombre de mesures sont envisagées en vue d'atténuer l'effet des impacts directs et indirects causés par la réalisation des travaux de construction de la Rue Louverture sur les riverains. Ces mesures de mitigation sont compilées et expliquées dans le tableau ci-dessous :

Tableau des mesures de mitigation envisagées

IMPACTS	TEMPORAIRES	DEFINITIFS	ELEMENTS DE MITIGATION OU D'ATTENUATION DE RISQUES
DIRECTS	Perte temporaire de revenus commerciaux/ Changement de clientèle pour ceux qui exerçaient des activités commerciales sur le site	Destruction complète ou partielle des bâtiments dans l'emprise (quoique endommagés ou détruits pour la plupart par le séisme du 12 janvier 2012)	-Possibilité de transférer les activités commerciales sur le site de relocalisation temporaire -Mesure de compensation aux familles concernées
1.1.1	Augmentation de la durée du parcours et du cout du transport éventuel des familles pour retrouver leurs activités commerciales, églises, écoles,	1.1.2	Estimation et Compensation des courses à faire
INDIRECTS	Perturbation temporaire des activités commerciales exercées dans l'aire du projet (présence d'une partie du marché informel)		Choix approprié de maison de transit facilitant la continuité des activités commerciales
	Problème temporaire de circulation de véhicule dans la zone durant la construction du la route		Entreposage de matériaux directement sur le site du projet
	Effet psychologique marque par le déplacement temporaire vers une autre localité		Assistance psychosociale
	Utilisation d'engins lourds durant la mise en œuvre des travaux perturbant ainsi le fonctionnement normal de la zone		Etablissement d'un système de communication avisant la communauté de la période précise de perturbation. Protocole d'accord à passer avec les Compagnies engagées pour minimiser les risques en conformité avec le Plan de Gestion Environnementale
1.1.3	pollution aérienne et sonore (poussière bruit provoqués par la casse des structures en béton)	1.1.4	Conscientisation, communication de la population sur les mesures à prendre afin d'atténuer les risques. Protocole d'accord à passer avec les Compagnies engagées pour minimiser les risques en conformité avec le Plan de Gestion Environnementale
COMMUNAUTAIRES	Déplacement et détachement des familles dans des endroits différents ; d'où la perte de lien de voisinage pendant un certain temps		Conscientisation, communication de la population sur les mesures à prendre afin d'atténuer les risques en déplaçant temporairement les mobiliers
1.1.5			Organisation régulière de rencontres et d'ateliers d'échanges entre les familles

06- CONSULTATION PUBLIQUE

Des rencontres d'information et de sensibilisation vont avoir lieu avec l'ensemble des 48 occupants des maisons qui vont être affectées dans le cadre de ce projet. Ces rencontres vont se tenir au CAR à Delmas 32. D'après ce que nous avons constaté lors des visites d'observation sur le site du projet les gens attendent le démarrage des travaux avec impatience et sur cette base nous pouvons déjà compter sur leur coopération.

La diffusion des informations sur le PAR est de la responsabilité de la PADF qui mettra des exemplaires de ce document à la disponibilité du public, au Centre d'Appui à la Reconstruction (CAR), à la Mairie de Delmas. La PADF, prendra également les dispositions pour publier le Plan d'Action de Recasement (PAR) par voie électronique, à travers son site web et ceux du BMPAD.

- *Démarches retenues/ Consultation des Familles durant la mise en œuvre du PAR*
- *Informations/ Acceptation de la compensation*
- *Temps requis pour la relocalisation des personnes affectées*
- *Séance finale d'information sur la réinstallation*

- *Rencontres d'informations avec EDH et MTPTC*
- *Des rencontres d'informations avec ces deux institutions vont être programmées dès que le document du PAR aura été prêt. L'objectif de ces rencontres est de leur présenter le PAR et projet et aussi leur solliciter l'appui nécessaire pour sa mise en œuvre.*

07- COMPENSATION

Les responsables de ménage qui seront contraints de laisser le quartier à cause de la démolition totale ou partielle de la maison qu'ils habitent seront affectés dans leur fonctionnement quotidien. Il leur faudra donc nécessairement une réinstallation temporaire voire même définitive suivant l'étendue de la démolition.

D'une manière généralement, le Bureau comprend le recasement à chaque fois que la partie non atteinte de la maison n'ait pas les dimensions permettant d'héberger ses résidents suivant un taux d'occupation d'au moins de 10m²/personne. Cependant, cette disposition n'a pas été prise en compte faute de ne pas pouvoir pénétrer à l'intérieur des logements pour avoir toutes les informations sur la structure nécessaires pour une expertise assez fiable. L'expertise de la maison est indispensable pour indiquer si les usagers se sont pas obligés de quitter les lieux au moment des démolitions et des travaux de réparation. Aussi, une indemnisation systématique est considérée pour tous les résidents de maisons touchées à plus du tiers de leur surface au sol. Les compensations dans ce cas comprennent :

- a)- *Le remboursement du montant du loyer qui est estimé en fonction de la déclaration faite par le locataire et des prix courant utilisés sur le marché ;*
- b)- *La compensation à donner aux personnes à mobilité réduite qui représente la moitié du salaire journalier versée pendant 365 jours ;*
- c)- *La compensation à donner aux adultes actifs, estimée au quart du salaire journalier moyen pendant une année ;*
- d)- *La compensation enfin à donner aux enfants scolarisés, pour tenir compte des frais de déplacement qui découleront du positionnement de leur nouvelle résidence par rapport à leur établissement scolaire, fixée forfaitairement à dix mille (10,000.00) gourdes.*

08- RECASEMENT

Il y aura recasement lorsque des résidents devront laisser la maison où ils résidaient pour partir s'installer ailleurs. Ces déplacements de ménage qui sont en rapport avec le niveau des impacts subis par leur logement peuvent être temporaires s'ils pourront revenir après les réparations ou définitifs dans le cas contraire.

8.1- Critères pour le recasement

Les critères considérés pour le recasement sont :

- 1) La valeur de la surface non impactée de la maison ne permet pas d'avoir un taux d'occupation de 10m²/personne,*
- 2) La maison représentera un danger pour ses occupants après les démolitions partielles qui affectent sa structure,*
- 3) La maison est complètement impactée auquel cas le recasement peut être considéré comme étant définitif,*
- 4) La maison était déjà considérée comme étant non habitable suivant les évaluations des enquêteurs du MTPTC.*

09- ANALYSE DES DONNEES

L'analyse des données collectées par les enquêteurs du Bureau et qui permettent de prendre les décisions appropriées pour les compensations à donner aux personnes touchées par le projet ou pour leur éventuelle relocalisation temporaire ou encore définitive est présentée sous forme tabulaire dans la Matrice des Droits. Le tableau représentatif de cette matrice est présenté ci-dessous :

Matrice des Droits

Catégories de personnes affectées	Type d'impacts	Eligibilité	Droits
Propriétaires de bâti occupant le site durant un certain temps	Perte temporaire de maisons (Site affecté à plus de 50%)	Propriétaire de maisons Toute autre personne autorisée et / ou mandatée	Prise en compte du niveau de réparation nécessaire et Subvention à la réinstallation provisoire Fais de transport pour le déménagement des biens ou autres mobiliers Appui à l'identification de maison de relocalisation temporaire Formalisation de reconnaissance du droit de jouissance de la propriété par la Municipalité de Delmas.
	Désorganisation de lien social		Appui à la formation/ Communication
Locataires (qui ont une redevance locative envers le dit propriétaire)	Perte de droit de location de maison	locataire de maisons	Compensation du temps de validité du contrat de location (partie restante) Aide à l'identification de maison de relocalisation Statut prioritaire pour retourner à la maison initialement occupée Subvention à la réinstallation provisoire Fais de transport pour le déménagement des biens ou effet immobiliers
	-Pertres d'activités -Pertres de revenu commercial -Perte de clientèle et du fonds du commerce en partie	Propriétaire d'entreprise et de commerce	Estimation et compensation de revenus durant la période de construction du Complexe (estimation objective) Frais de transport pour le déplacement des matériels et équipements de la structure

10- MECANISME DE RESOLUTION DE CONFLITS

10.1- Procédures établies dans le cadre de la mise en œuvre du projet

Dans la mise en œuvre de ce projet on doit s'attendre à la résolution des conflits et des plaintes. Ce sont des paramètres non négligeables pour lesquels il faut établir des mécanismes pour pouvoir les résoudre. Dans cette perspective, un système de résolution de plaintes va être mis en place. Pour cela, les étapes à suivre sont les suivantes :

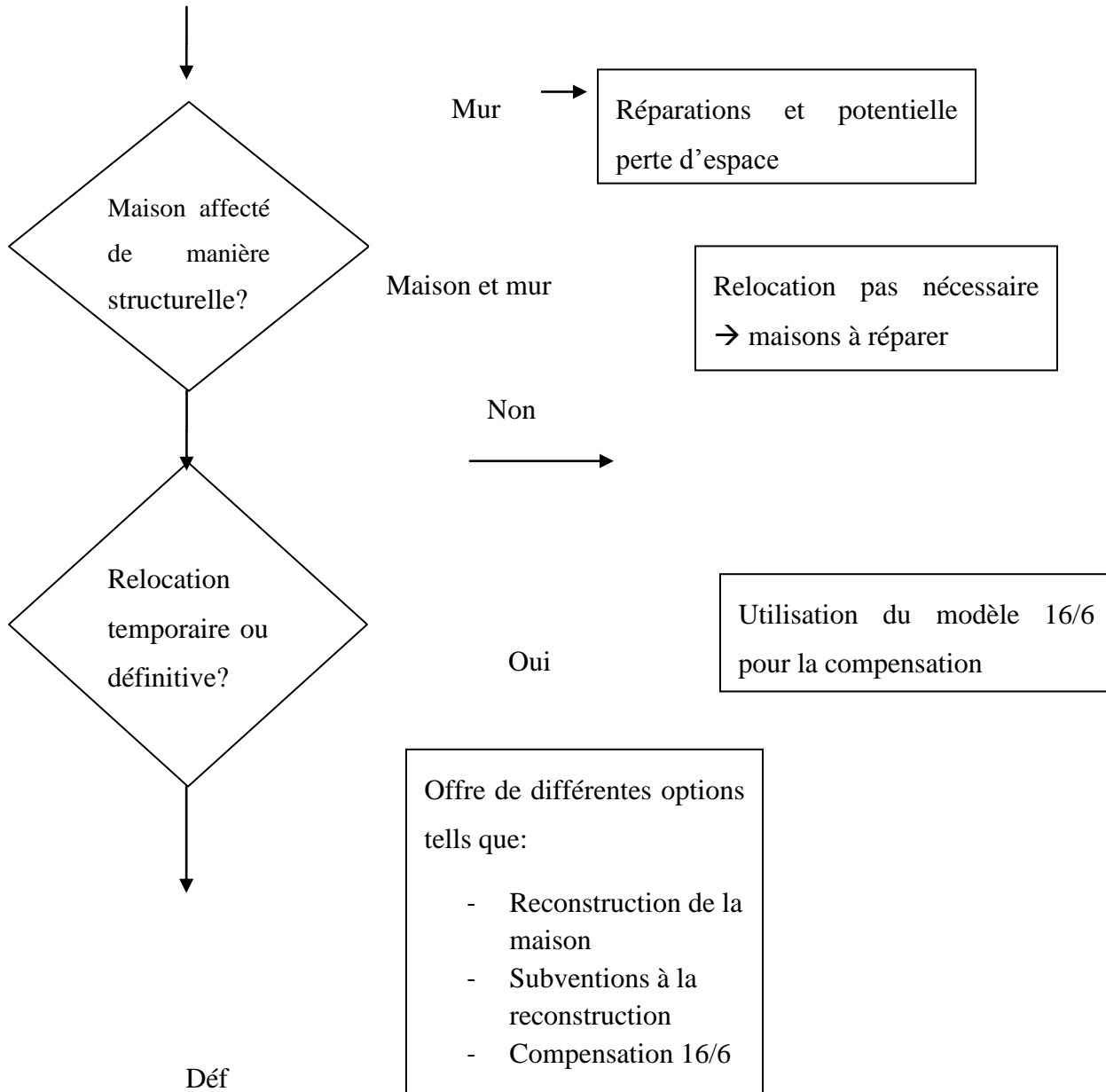
- Boîte aux lettres disponible au Centre d'Appui à la Reconstruction (CAR) où toutes les personnes vivant dans la zone peuvent y déposer leurs doléances;
- Disponibilité d'un personnel qualifié dont un juriste pour traiter les doléances.

Le traitement des doléances se fait selon le type de problème et nous jouons le rôle d'arbitrage afin de trouver le juste milieu pour les parties. Pour cela, la personne se présente au bureau ou si c'est sur le terrain nous gardons toujours la même stratégie. Nous proposons toujours qu'une solution se trouve à l'amiable

11-SUIVI ET EVALUATION

11.1- Flowchart adopté pour le suivi et l'évaluation

Le suivi et l'évaluation pour les relocalisations temporaire et définitif sont synthétisés dans le flowchart ci-dessous qui met en évidence la stratégie à considérer pour les différentes options.



11.2- Objectif du suivi-évaluation

En se basant sur la portée sociale de réparation sur place, désinstallation provisoire, installation temporaire et réinstallation définitive, tout le processus de cette opération doit être suivi et évalué régulièrement. Les dispositions pour le suivi et l'évaluation visent à s'assurer, d'un côté, que les actions proposées sont mises en œuvre convenablement dans les délais établis ; et, d'un autre côté, que les résultats attendus sont atteints. Lorsque des déficiences ou des difficultés sont observées, le suivi et l'évaluation permettent d'enclencher des mesures correctives appropriées.

L'objectif principal du plan du PAR est d'assurer aux chefs de ménages et dépendants un niveau de vie et des conditions de vie adéquat par rapport à ce qu'ils connaissaient avant la réalisation du projet de recasement. Ainsi, le suivi et l'évaluation des actions proposées dans le PAR devront porter prioritairement sur l'atteinte de cet objectif. Le suivi/évaluation du plan d'action de PAR visera les objectifs suivants : la surveillance; le suivi; l'évaluation.

Surveillance :

- Vérifier, en particulier au démarrage du PAR, que ses spécifications détaillées soient conçues et sa mise en œuvre révélée conforme au PAR validé.

Suivi :

- Vérifier en permanence que le programme de travail et le budget du PAR sont exécutés Conformément aux prévisions.
- Vérifier en permanence que la qualité et la quantité des résultats espérés sont obtenues dans les délais prescrits.

- Identifier tout facteur et évolution imprévus susceptibles d'influencer l'organisation du PAR.
- La définition de ses mesures, d'en réduire l'efficacité ou de présenter des opportunités à mettre en valeur.
- Recommander dans les meilleurs délais aux instances responsables concernées les mesures correctives appropriées, dans le cadre de procédures ordinaires ou exceptionnelles de programmation.

Évaluation :

- Établir et interpréter la situation de référence des bénéficiaires, avant le démarrage du projet, en matière socioéconomique (le recensement effectué dans le cadre de ce mandat a permis d'élaborer la situation de référence).
- Définir, à intervalles régulières, tout ou une partie des paramètres ci-dessus afin d'en apprécier et comprendre les évolutions.
- Établir, en fin de projet, une nouvelle situation de référence pour évaluer les impacts du PAR en matière socioéconomique.
- Analyser, de façon programmée ou en réponse à des constats de suivi/évaluation.

11.3- Tableau des Indicateurs Objectivement Vérifiables

Le suivi du PAR est entrepris en utilisant des indicateurs globaux qui facilitent une compréhension rapide de la situation. Ces indicateurs sont indiqués dans le tableau présenté à la page suivante :

Tableau des Indicateurs






Description	Indication
Nombre de ménages et de personnes affectés par les activités du Projet ;	
· Nombre de chefs de ménages et dépendants sensibilisés;	
· Nombre de ménages compensés par le Projet;	
· Nombre de ménages et de personnes désinstallés provisoirement par le Projet ;	
· Nombre de ménages et de personnes réinstallés temporairement par le Projet	
· Nombre de ménages et de personnes réinstallés définitivement par le Projet	
· Niveau de participation de chefs de familles et dépendants formes dans le processus	
· Nombre et nature des griefs légitimes résolus	
· Nombre de chefs de ménages et dépendants satisfaits de la désinstallation provisoire	
· Nombre de chefs de ménages et dépendants satisfaits de la réinstallation définitive	
· Nombre de chefs de ménages et dépendants satisfaits de la désinstallation provisoire	
· Nombre des résidents de la zone satisfaits des opérations de recasement	

12- CHRONOGRAMME ET BUDGET

12.1- Chronogramme pour les Interventions à la rue Louverture

La durée des opérations de réinstallation de riverains touchés et celle des travaux de construction de la Rue Louverture peut s'étendre sans exagération sur quatre (4) mois. Le chronogramme qui correspond à cette durée est le suivant :

Chronogramme des Interventions à la Rue Louverture

Activités \ Mois	Qui	Mois-1	Mois-2	Mois-3	Mois-4
Rencontre de sensibilisation avec les occupants des maisons impactées	PADF				
Remise des compensations aux propriétaires et aux locataires touchés	PADF				
Démolitions des maisons ou parties de maisons situées dans l'emprise de la rue	MTPTC/PADF				
Réparations des maisons impactées financées par le BMPAD	PADF				
Travaux de construction de la Rue Louverture et des ouvrages de drainage.	Firme de construction				

12.2- Budget des Interventions à la rue Louverture

Le Budget prévu pour la construction de la rue Louverture sous entend : le montant des indemnisations à donner aux résidents touchés par les travaux, le montant nécessaire pour les démolitions de propriétés bâties et des éventuelles réparations à faire pour la remise en état d'utilisation de ces propriétés et enfin le montant que nécessitent les travaux de construction de la chaussée et de ses accessoires. Ce budget est présenté ci-dessous :

Budget pour les Interventions à la Rue Louverture

Description	Montant en Gourdes
Compensations à donner aux Propriétaires de maisons impactées	5,733.011.91
Compensations à donner aux résidents affectés par les démolitions nécessaires	2, 750,000.00
Montant prévu pour les démolitions de maisons ou de parties de maison dans l'emprise des travaux	804,796.00
Montant prévu pour les travaux de réparation de maisons ou de clôtures	3, 450,924.00
Montant des travaux de construction de la chaussée et de ses ouvrages connexes	
Montant total des Interventions	